



Déclaration liminaire au CTPD du 23/12/2008

Monsieur le Président,

Les représentants des personnels du **SNADGI-CGT 43** fidèles et loyaux envers tous leurs mandants, dont vous faites partie se voient dans l'obligation de participer à cette deuxième convocation du CTPD sur la situation des emplois pour l'année 2009.

Ils rappellent fermement à toute notre hiérarchie la situation délicate dans laquelle se trouve la toute nouvelle **Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)**. Au delà de tout dogmatisme cette administration émet le vœu d'être exemplaire envers tous les citoyens français en terme d'efficacité pour remplir toutes ses missions de service public. Dans le même temps elle met en place, sous les ordres pour le moins libéraux, une politique de casse de tous ses outils aussi bien matériels qu'humains.

Au travers de rapprochements, fusions, voire externalisations elle remet en cause sa présence territoriale au plus proche des citoyens. Cette politique de concentration à outrance lui permet d'imposer des suppressions de postes à grande échelle au détriment évident de toutes les missions républicaines dont elle est investie.

Pour l'année 2009 la DGFIP a l'ambition de supprimer **2 340 emplois** soit un taux de non-remplacement des départs en retraite **de 55 %**, pour un plafond d'emplois total qui est fixé à 123 130 ETPT.

En Haute-Loire cela se traduit par 4 postes en moins. Depuis 2001 pas moins de 37 postes ont été supprimés passant de 238 à 201, alors que dans le même temps les 35 h étaient mises en place. Cela veut tout simplement dire que tous les agents sédentaires accomplissent un travail toujours remarquable tout en étant 16 % de moins. Alors au delà des indicateurs, chimistrés et trafiqués à souhaits, l'immense majorité des agents de notre département démontre que sa capacité d'adaptation est exceptionnelle est mérite autre chose que ces éléments de mesure pour le moins contestables.

Dans le même temps cette même majorité d'agents subit une baisse de plus de 10% de son pouvoir d'achat. Cette situation réelle ne peut plus perdurer.

Les suppressions d'emplois doivent cesser immédiatement. Toute nouvelle réforme doit être véritablement menée en instaurant enfin un véritable dialogue, entre tous, seul garant d'une concertation effective.

L'adresse que nos deux ministres, M. WOERTH et SANTINI, ont envoyée à tous les agents le 5 décembre est une véritable provocation. Affirmer, en l'écrivant, que les changements actuels sont menés après une intense concertation avec les représentants des personnels est une injure faite à l'immense majorité de vos collaborateurs. Le **SNADGI-CGT 43** dénonce cette grossière contre vérité qui n'en honore pas ses auteurs.

La lettre de notre Directeur Général, Monsieur Parini, du 19 décembre, encourage toute la hiérarchie à mettre tout en œuvre pour instaurer un véritable dialogue en direction des agents et de leurs représentants. L'attitude que vous prendrez avec votre homologue du Trésor, sur la mise en place du SIP de Brioude entre autre, démontrera votre capacité réelle d'écoute. Les représentants des personnels du **SNADGI-CGT 43** y seront très attentifs et ils prendront toutes leurs responsabilités, soyez-en sûr.

Nous attirons enfin l'attention de toute notre hiérarchie. Le 29 janvier une grève inter professionnelle est prévue pour la défense des intérêts du plus grand nombre sur des thèmes qui nous touchent tous, l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale solidaire pour tous.... Il serait vraiment étonnant qu'une tranche significative de ces collègues ne s'inscrive pas enfin dans un combat qui les touche directement, mais aussi indirectement. N'ont-ils pas aussi une famille, des enfants, voire des amis ? N'ont-ils comme horizon que leur petit nombril.

Les représentants des personnels du **SNADGI-CGT 43** ne le croient pas. **Le 29 janvier** nous avons tous l'opportunité de démontrer que nous existons et que nous pouvons être solidaires.

**TOUS ENSEMBLE DANS LA LUTTE
LE 29 JANVIER
TOUS EN GREVE**